

# SIPAO



# INTERPOL

NUMÉRO 8 | AVRIL 2018

## LETTRE D'INFORMATION



**Tim MORRIS**

Directeur Exécutif des Services de Police

### DANS CE NUMÉRO

ÉDITORIAL	1
FOCUS	3
ÉVÈNEMENTS	3
ÉVÈNEMENTS À VENIR	8



Ce programme est financé par l'Union Européenne

### ÉDITORIAL

Chers collègues,

La troisième phase du programme SIPAO financée par le 11ème fond de développement Européen est désormais lancée. Je suis enchanté que la confiance placée en notre organisation ait été renouvelée en vue d'être partie prenante de cette importante initiative qui se caractérisera par le déploiement du programme SIPAO dans tous les pays de la CEDEAO et la Mauritanie jusqu'en Juin 2022.

Au nom du Secrétaire Général d'INTERPOL, j'aimerais exprimer toute la reconnaissance de notre organisation de pouvoir développer et mettre en œuvre un outil important de l'architecture sécuritaire en l'Afrique de l'Ouest et par extension du monde. Permettez-moi aussi de remercier l'Union Européenne et la Commission de la CEDEAO pour notre fructueuse collaboration et pour la priorité donnée aux défis sécuritaires dans leur agenda en Afrique de l'Ouest.

Grâce au travail soutenu des policiers et des policières qui sacrifient leur vie au quotidien, l'indice de sécurité dans les différentes parties du monde a connu une légère amélioration au cours de ces dernières années. Toutefois, il reste encore de nombreux défis à relever dans les années à venir pour laisser derrière nous un monde où nos petits-enfants n'auraient pas peur de marcher dans un aéroport ou une station de métro. En effet, le terrorisme et les crimes transnationaux continuent de sévir dans le monde entier tandis que la cybercriminalité se propage dans nos différents pays au fur et à mesure de l'émergence de nouvelles technologies.

Par conséquent, la mise en œuvre du système SIPAO dans tous les pays de la CEDEAO et la Mauritanie grâce à la facilitation d'échanges d'informations entre les autorités chargées de l'application de la loi nous donne de l'espoir et un niveau d'attente accru principalement parce qu'elle constitue un élément essentiel de la stabilité et de la sécurité de la région de l'Afrique de l'Ouest.



Le programme SIPAO apportera donc ce qui suit :

1. Au niveau national, il améliorera considérablement la gestion des données policières. Aujourd'hui, presque toutes les données policières dans les pays de l'Afrique de l'Ouest sont en format papier et localisées dans les différentes agences d'application de la loi. Le programme WAPIS aidera ces agences (police, gendarmerie, douanes, marine et forêts, immigration, Police des stupéfiants) à numériser leurs données de police existantes pour une meilleure préservation contre la destruction de celles-ci (de catastrophes ou de conflits) et pour leur insertion dans les bases de données nationales respectives SIPAO.

Le Programme aidera les agences chargées de l'application de la loi à élaborer des procédures communes pour la collecte, la gestion et la consultation des informations policières centralisées. Cela rendra les données policières beaucoup plus accessibles aux agents de l'application de la loi si nécessaire, en situation d'enquêtes ou de contrôle. Ces données comprendront notamment celles relatives aux personnes recherchées, aux documents de voyage volés et perdus, aux véhicules volés, aux armes à feu et autres.

2. Au niveau régional, le programme augmentera considérablement le partage d'informations en Afrique de l'Ouest. Avec presque uniquement des données policières au format papier, le partage régional d'informations se fait essentiellement sur une base ad hoc et reste donc limité à la coopération dans des cas spécifiques. Avec la future plate-forme régionale de partage des données policières, les agences d'application de la loi auront la possibilité de vérifier directement un certain nombre d'informations critiques partagées par l'ensemble des polices de la communauté de l'Afrique de l'Ouest.
3. Au niveau mondial, le programme WAPIS connectera l'Afrique de l'Ouest au reste du monde, c'est-à-dire à tous les pays de la région en plus des 174 autres pays membres d'INTERPOL par l'intermédiaire de leur Bureau central national d'INTERPOL. Considérant que l'Afrique de l'Ouest soit devenue une voie de départ, de transit ou de destination de certaines des activités criminelles les plus importantes au monde, cela renforcera la capacité des agences d'application de la loi partout dans le monde à coopérer avec leurs homologues de l'Afrique de l'Ouest pour lutter contre la criminalité transnationale organisée

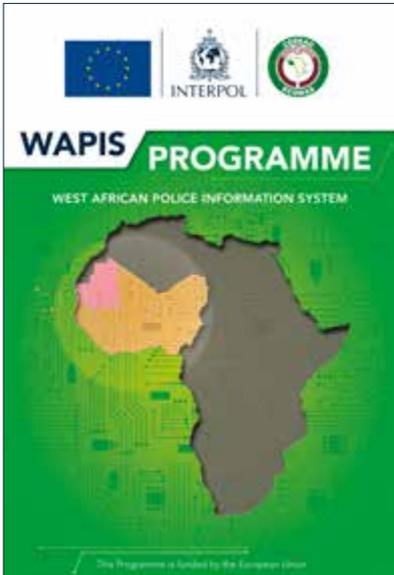
À première vue, il semble que le programme SIPAO vise principalement à créer des bases de données. En effet, je dirais qu'il s'agit avant tout de créer des données de police électroniques. Ce point est extrêmement important. Les informations policières au format papier sont difficiles à récupérer et à partager, et donc très peu utilisées. En numérisant les données papier actuelles de la police et en permettant aux organismes chargés de l'application de la loi de créer des données électroniques sur une base régulière, le programme SIPAO permettra aux agences d'application de la loi en Afrique de l'Ouest de développer une masse critique de données de police électronique que les agents pourront utiliser pour soutenir leurs enquêtes, effectuer des contrôles aux frontières ou partager au niveau international pour mieux coopérer avec leurs collègues de la région et au-delà.

Pour dire cela différemment, les données électroniques de police permettront aux agences chargées de l'application de la loi Ouest Africaine d'être mieux connectée, entre eux et avec le reste du monde, et c'est là que la vision du programme SIPAO rencontre la vision d'INTERPOL: «Relier la police pour un monde plus sûr».

Le programme SIPAO est donc essentiel pour INTERPOL et toutes les capacités techniques et humaines nécessaires seront fournis pour que ce programme soit un succès.

**Tim MORRIS**

## FOCUS



### Le Programme SIPAO entre dans sa troisième phase sous l'auspice du Fond de Développement Européen

Financé par l'Union Européenne, des expériences pilotes ont déjà été mises en œuvre dans quatre (04) pays (Bénin, Ghana, Mali et Niger) entre 2013 et 2016 sous le Fond fiduciaire Européen dans le cadre du programme du Système d'Information des Polices d'Afrique de l'Ouest (SIPAO). De plus, une phase de transition, a été exécutée en vue de déployer le système dans quatre pays additionnels (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Tchad et la Mauritanie).

Après ces différentes phases, sous l'auspice du 11<sup>e</sup> Fond de développement Européen, 28 millions d'euros ont été octroyé au Programme SIPAO afin de procéder au déploiement total du système dans tous les pays de la CEDEAO. La mise en œuvre des activités a débuté le

15 Novembre 2017 et s'écoulera sur 55 mois sur toute l'étendue des pays de la CEDEAO et de la Mauritanie.

Dans le but d'être plus efficace dans sa mise en œuvre et plus proche des réalités locales, pour cette troisième phase financé par le Fond Européen de Développement, contrairement aux deux phases précédentes, le Programme SIPAO s'est installé à Abidjan au sein du Bureau régional d'INTERPOL pour l'Afrique de l'Ouest en Côte d'Ivoire. Cette équipe, pour une période de cinq (5) ans, travaillera étroitement avec l'Union Européenne, la CEDEAO et les pays bénéficiaires pour la mise en œuvre de cet outil qui aidera l'Afrique de l'Ouest à retrouver sa stabilité.

## ÉVÈNEMENTS

### Le comité de Pilotage et de Coordination du Programme SIPAO à Abidjan (Février 2018)

Le Programme SIPAO a tenu la première réunion de son comité de pilotage et de coordination à Abidjan, le 14 Février 2018, dans le cadre du financement du Fond Européen de développement, en vigueur depuis Octobre 2017.

Des officiels de la commission de la CEDEAO, de l'Union Européenne et d'INTERPOL ont pris part à cette réunion pour discuter de différents sujets dont l'état d'avancement du Programme SIPAO, l'étude sur la plateforme régionale ou encore le statut des projets additionnels attribués par l'Union Européenne au Programme: Le Système d'Identification Automatique par Empreinte Digitale (AFIS) et le Programme d'appui au système intégré de sécurité maritime d'Afrique de l'Ouest (SWAIMS).

La Commission de la CEDEAO et celle de l'Union Européenne ont réaffirmé, à l'unanimité, l'importance du Système d'Information des Polices d'Afrique de l'Ouest et ont exprimé leur engagement sincère à la mise en œuvre dudit système. Le comité de pilotage et de coordination



Comité de Pilotage et de Coordination SIPAO, Abidjan, Côte d'Ivoire, Février 2018

se réunira à nouveau en Juin 2018 lors de la cérémonie de lancement officiel de la phase 3 du programme SIPAO financé par le fond Européen de Développement.

## ÉVÈNEMENTS

### Formation avancée des administrateurs du SIPAO sur le système d'exploitation LINUX et l'interconnexion des réseaux (Mars 2018)

Du 5 au 16 Mars 2018, s'est tenue à Abidjan en Côte d'Ivoire, une formation avancée des administrateurs du SIPAO issus des quatre pays pilotes relative au système d'exploitation LINUX (LIP2) et sur l'interconnexion des réseaux (ICDN2).

Huit (08) administrateurs, dont deux par pays, ont pris part à cette formation à Abidjan. Ce renforcement des capacités leur permettra d'assurer un fonctionnement adéquat du système installé au sein des différents centres d'enregistrement et de collection des données (DACORE). Suite à cette formation, ils auront la possibilité d'ajouter de nouvelles stations de façon autonome mais aussi gérer quotidiennement l'administration du réseau.

Ces sessions de formation matérialisent le souhait du programme et de ses partenaires de garantir une pérennisation du système par son appropriation par les utilisateurs des pays. D'autres sessions de renforcement



Formation des administrateurs IT SIPAO issus du Bénin, du Mali et du Niger, Abidjan (Côte d'Ivoire), 16 Mars 2018

des capacités seront organisées avec les nouveaux pays bénéficiaires du programme dès que le système sera installé et fonctionnel.

### Comité d'Experts de la CEDEAO concernant l'étude sur la plateforme régionale d'échanges de base de données (Mars 2018)

Des experts issus des quinze pays de la CEDEAO et de la Mauritanie se sont réunis à Abidjan du 27 au 29 Mars 2018 en vue d'examiner les options et implications de l'étude réalisée par un cabinet de consultant relative à la mise en place d'une plateforme régionale d'échanges de base de données.

Le programme SIPAO a pour objectif de mettre à disposition un outil pour renforcer la coopération régionale en vue de lutter efficacement contre la criminalité organisée transnationale et le terrorisme. Spécifiquement, le programme a aussi pour but de mettre en place un mécanisme qui permettra le partage de données à un niveau régional.

Les conclusions de cette réunion seront plus largement abordées dans notre prochaine parution.



Cérémonie d'ouverture du comité des experts de la CEDEAO, Abidjan (Côte d'Ivoire), 27 Mars 2018

## ÉVÈNEMENTS

### Visites stratégiques dans les nouveaux pays bénéficiaires (Février 2018)

Pour le déploiement total du SIPAO, le programme organisera des visites stratégiques dans les nouveaux pays bénéficiaires (Guinée-Conakry, Sénégal, Cape Verde, Guinée-Bissau, Nigeria, Sierra Leone, Gambie, Liberia, Togo) en vue d'obtenir un accord de principe des autorités locales quant au démarrage des activités de mise en œuvre de SIPAO.

#### Cap Vert (Février 2018)

Du 7 au 9 Février 2018, une délégation d'officielle d'INTERPOL accompagnée par la Délégation de l'union Européenne au Cap Vert, a mené une visite stratégique dans le pays en vue de présenter le Système d'Information des Polices d'Afrique de l'Ouest aux autorités cap verdiennes et surtout avoir leur accord de principe pour la mise en œuvre du système dans leur pays.

La délégation conduite par le Directeur Exécutif d'Interpol chargé de la Gestion des Ressources, a eu une série d'audiences de haut niveau dont celles avec Les Ministres de la Justice, de l'Intérieur et le Procureur Général de la République.

A l'unanimité, les hôtes ont montré un grand intérêt à la mise en œuvre du SIPAO et ont rassuré la délégation quant à leur entière disponibilité tout au long du processus. A la suite de cette visite stratégique, une mission d'audit technique se tiendra dans le courant du mois de Mars pour évaluer les systèmes déjà installés dans le pays, qui



Visite Stratégique au Cap Vert, réunion avec le Directeur de la Police judiciaire, 8 Février 2018

servira de base de travail pour le début du déploiement du système dans le pays.

## ÉVÈNEMENTS

### Sénégal (Février 2018)

Dans le cadre des visites stratégiques en prélude de l'implémentation du système SIPAO au Sénégal, une délégation mixte composée de l'Union Européenne et d'INTERPOL s'est rendue à Dakar en vue d'avoir l'accord des autorités locales pour le lancement des activités.

A cet effet, le 23 Février 2018, elle a été reçue en audience par le Ministre de l'Intérieur du Sénégal, Monsieur Aly Ndiaye, qui a affirmé l'engagement total du gouvernement sénégalais à accompagner les partenaires dans la mise en œuvre de cet outil de sécurité.



Audience de la délégation Mixte Interpol-UE avec le Ministère de l'Intérieur du Sénégal, 23 Février 2018

### Togo (Février 2018)

Du 26 au 28 Février 2018, une mission conduite par le chef du Bureau Régional d'INTERPOL en Afrique de l'Ouest et le Directeur du Programme WAPIS ont séjourné à Lomé au Togo en vue de présenter le système d'information des Polices d'Afrique de l'Ouest aux autorités locales et d'avoir leur feu caution quant à la mise en œuvre dudit système dans le pays.

Pendant cette visite officielle, ils ont été reçus en audience par le Premier Ministre de la République du Togo. Le Premier Ministre, Mr Komi Selom Klassou a emboité le pas du Cap vert et du Sénégal en garantissant une forte implication du gouvernement togolais dans la mise en œuvre de WAPIS.



Visite stratégique au Togo, audience avec le Premier Ministre, 28 Février 2018.

## ÉVÈNEMENTS



Réunion de partage d'expérience avec la CEDEAO, l'EASF et la Communauté des Etats d'Afrique Australe, au siège de la CEDEAO, Abuja (Nigéria)

### **Participation du programme SIPAO à la visite de la Communauté de développement des Etats d'Afrique Australe et de l'Eastern Africa Standby Force (EASF) au siège de la CEDEAO**

Des délégations de la Communauté des Etats d'Afrique Australe pour le développement et de l'Eastern Africa Standby Force ont effectué une visite d'information au siège de la CEDEAO à Abuja au Nigéria du 19 au 20 Février 2018 en vue d'en savoir plus sur les mécanismes de sécurité de l'organisation.

Pendant cette réunion le représentant du programme SIPAO auprès de la CEDEAO, Mr. Yansaneh Mohamed, a fait un exposé sur le système d'informations

des polices d'Afrique de l'Ouest, financé par l'Union Européenne, mise en œuvre par Interpol et piloté par la CEDEAO.

A la suite de cette présentation les visiteurs ont reconnu l'opportunité et la nécessité d'un tel système dans le paysage sécuritaire africain tout en exprimant leur aspiration à reproduire le modèle SIPAO dans leur région respective.

## ÉVÉNEMENTS À VENIR

### 4<sup>e</sup> réunion annuelle du mouvement ID4 Africa (Abuja, Nigeria)

Le Programme SIPAO participera à la réunion annuelle du mouvement ID4Africa à Abuja au Nigeria, du 24 au 26 Avril 2018. Interpol et son programme WAPIS a été

invité pour partager son expertise dans le domaine de la sécurité et des systèmes d'identification dont notamment l'utilisation de l'identification par les forces de police.

### Lancement officiel de la phase 3EDF du programme SIPAO (Abidjan, Côte d'Ivoire)

Du 25 au 27 Juin 2018, le programme SIPAO organisera, en collaboration avec l'Union Européenne et la CEDEAO, un événement de lancement officiel de la phase 3ED à Abidjan. Cet événement mettra la lumière sur le démarrage des activités de

déploiement du système SIPAO dans tous les pays de la CEDEAO et de la Mauritanie, sous l'auspice du 11<sup>e</sup> Fond de Développement Européen. Des officiels du pays hôtes, des pays bénéficiaires et des partenaires prendront part à cette cérémonie.



INTERPOL

### CONTACT

#### PROGRAMME SIPAO

infoWAPIS-SIPAO@interpol.int  
www.interpol.int

### AVERTISSEMENT



Le contenu de la présente brochure ne reflète pas la position officielle de l'Union européenne. Les informations et les opinions y figurant n'engagent que leur(s) auteur(s).